

Les Précurseurs

EDMOND DE NEVERS

De sa main, déjà livide en la pâleur de la mort approchante, de Nevers écrivit dans son carnet intime la traduction de ce poème italien :

Quand je serai mort et que tu viendras
Chercher ma croix au cimetière,
Dans un coin ignoré tu la trouveras peut-être
Et mille fleurs seront nées autour d'elle.
Cueille alors pour tes blonds cheveux
Les fleurs nées dans mon cœur,
Ce sont les poésies inspirées que je n'ai pas écrites.

Peut-être quelques âmes, conduites par l'amitié vers le souvenir, songent-elles parfois à certains côtés inexprimés de son esprit. Se rappelant la bonté dont il s'était fait une règle de vie, le tour particulier de son talent si sensible aux formes chantantes du verbe français, elles laissent leur imagination former des gerbes de fleurs, — poèmes que de Nevers voulut écrire, mais qu'il ne publia point. Pour nous qui recherchons chez quelques-uns de nos compatriotes des pensées directrices, c'est à sa prose que nous nous arrêtons. *L'Action française* y trouve des réflexions, des idées, demeurées opportunes et dont l'élévation, la justesse, la longue portée font à de Nevers figure de précurseur.

Pour donner à son œuvre la durée, il la coula en un moule de marque supérieure. « Ses ouvrages fortement documentés, remplis d'observations judicieuses, l'ont placé au premier rang de nos écrivains canadiens », prononce

M. l'abbé Camille Roy. Henri d'Arles, ciseleur émérite de la phrase française, le classe dans « la grande lignée des voyants et des penseurs ». Il lui trouve des affinités particulières avec Montesquieu, Fustel de Coulanges, Tocqueville. Ces critiques de chez nous renferment plus et mieux que leur indulgence. M. Louis Arnould, qui dit n'avoir appuyé ses jugements que sur la justice, qualifie de Nevers « d'éminent publiciste ». S'il n'eût pas été de cet avis, Ferdinand Brunetière aurait-il consacré, dans la *Revue des Deux Mondes*, à *l'Ame américaine*, une étude en somme sympathique? Pour atteindre à ce résultat, de Nevers s'est livré à un labeur opiniâtre. Il a persévéré parce que l'amour intense de sa race l'animait. Par ce côté de sa vie, il doit servir d'exemple. En un temps où tant de professionnels remplissent de futilités maintes heures de leur vie, où foule de jeunes gens gaspillent leur vigueur et croient accomplir leur devoir à passer les trois-quarts de leurs journées et de leurs nuits dans une mondanité fiévreuse ou une monotonie vide, il n'est pas mal de rappeler le souvenir de de Nevers. Il peina pour cultiver son esprit et, en dépit de la réalité douloureuse et déprimante d'une maladie de quinze ans, il lui fit produire une œuvre remarquable.

Sa vie a tenue en moins de 44 ans (né à la Baie-du-Febvre en 1862, décédé à Central-Falls, É.-U. le 15 avril 1906).

Au séminaire de Nicolet où il étudia de 1873 à 1879, ses professeurs sont frappés de l'originalité de son caractère, de l'étendue et de la vigueur de son talent. Il est du nombre des élèves qui, repoussant comme maître l'amour persévérant du travail, oscillent entre le premier et le dernier rang selon qu'ils daignent ou non étudier. En rhétorique, son père lui annonce que c'est sa dernière année de collège. De Nevers se ressaisit. Il devient le premier de sa classe, étudie, entre temps, la philosophie et les scien-

ces. A la fin de l'année, le succès à ses examens lui gagne un certificat d'étude. A Trois-Rivières, où il fait son droit en suivant l'étude de Mtre Hould, il retombe dans son insouciance ancienne. « Je me lève à neuf heures, écrit-il, je me rends au bureau, je dessine le portrait des plaideurs, je regarde passer les jeunes filles, je joue du violon, je passe la soirée auprès d'un piano. » Il s'éveille six semaines avant l'examen final. Ce court temps est encore assez long pour qu'il obtienne le titre d'avocat. Les premières années de sa vie professionnelle sont faites de nonchalance et de mélancolie. Il débute « en se couchant sur le lit de l'indifférence », avoue-t-il. Le salut vient en 1888 quand il part pour l'Europe. C'est l'éveil de l'esprit. La période fructueuse commence.¹

Cette histoire, banale en apparence, est pleine d'enseignement. Demeuré ici, de Nevers eût été avocat comme tout le monde. Son talent, borné par les petitesesses du métier, se serait étiolé. Combien de jeunes hommes auxquels il ne manque qu'une occasion pareille pour s'adonner à une action féconde et accomplir une œuvre de haute valeur. Il ne suffit pas de traverser les villes européennes pour devenir grand homme. Mais celui qui y est prédisposé, trouve là du moins une lumière, une méthode, une discipline de l'esprit qu'il cherchera en vain en ce pays.

L'idée d'un séjour en Europe hantait de Nevers depuis longtemps. Étudiant en droit, il notait : « Si j'eusse eu \$50.00 je partais pour l'Europe chercher des sensations et d'autres points de la vie... Quand je serai reçu avocat, je traverserai l'océan. » C'est en songeant sans doute à

¹ Nous avons emprunté ces détails biographiques à un article paru dans *Le Soleil* de Québec, le 29 avril 1906. L'auteur qui signe *Memo*, dit avoir été l'intime ami de de Nevers et l'avoir suivi tout le long de sa carrière.

ce voyage que le 25 novembre 1879 il écrivait : « Il me faudrait une vie agitée, n'importe de quelle manière, il faudrait un but cher à ma volonté, mais je suis indifférent à tout. »

A l'ombre des universités et des bibliothèques de Vienne, de Londres ou de Paris, ses énergies se canalisent. Elles se font ardentes, persévérantes. Son désir de sensations, de vie agitée, se change en une ténacité admirable à l'étude. Il aperçoit enfin le but cher que sa volonté réclamait, c'est le service total de sa race. Il est allé en Europe pour découvrir le Canada. Dans les verrières des cathédrales de Cologne et de Notre-Dame de Paris, se reflètent les clochers des églises québécoises, et les fleuves qu'il descend le font rêver des rives laurentiennes. Son séjour en Europe développe, affine son sens patriotique. Quelles occasions pourtant il eut de le perdre ! De 1888 à 1889 il étudie à Berlin où il suit les cours de l'historien Mommsen. Il séjourne à Vienne et à Rome, à Florence et à Naples, à Madrid et à Lisbonne. Il apprend, au cours de ces visites, l'allemand et l'italien, l'espagnol et le portugais. Et, à part six mois vécus à Londres, il demeure sept ans à Paris où il fait du journalisme à l'agence Havas. Si ce mélange de littérature allemande et anglaise, italienne et française, fait gagner en variété et en couleurs à sa façon de penser et à sa manière d'écrire ce qu'il leur enlève en unité et en cohésion, admirons-le du moins d'avoir conservé, en dépit de ses pérégrinations et de tant d'impressions diverses, un amour si ardent pour le petit peuple canadien-français, laissé là-bas au pied des Laurentides. Il n'a vécu que pour sa race. Toutes ses pensées s'y ramènent. Son œuvre entière n'a pas eu d'autre objet que de la servir. Et que de sacrifices il lui a joyeusement consentis. Laborieux, solitaire, il étudie, avec l'unique ambition d'être utile à

ses compatriotes. Dans ses lettres intimes, il revient sans cesse sur ce thème. Il insiste sur son dessein de devenir une compétence, de se mettre en état de « mener à Montréal une vie de travail et de dévouement à la cause canadienne-française ». « Depuis la date de ma dernière lettre, écrit-il de Londres, je n'ai pas eu occasion de causer avec qui que ce soit, pas un traître mot. Ma solitude a été absolue. Je me trouve très heureux cependant. Je pense, j'écris, je rêve : je pense au pays, à son avenir, je forme des projets patriotiques »... Et de Paris le 28 septembre 1899 : « Je suis au centre du monde, tout au milieu de la grande scène sur laquelle se portent les regards irrités d'une partie de l'univers. Mon logement est en face de Notre-Dame. A ma fenêtre, tous les soirs, je contemple la tour de Quasimodo. Je suis certainement le plus solitaire et le plus silencieux des trois millions d'habitants de Paris. La solitude dans laquelle je vis ne serait pas plus profonde dans les forêts du Saint-Maurice ou de l'Ottawa... Ma santé a décliné continuellement depuis dix ans sans aucune interruption... Je prends mon mal en patience, je me couche vers neuf heures et je me dis : allons, souffrons !... A huit heures, je me lève, fais une heure de violon, puis je prends ma plume et je travaille tant bien que mal jusqu'à une heure. L'après-midi, je vais généralement à la bibliothèque... De sept heures à huit heures, je fais une promenade autour du jardin du Luxembourg. »¹

Ce genre de vie le tue peu à peu. Dans une lettre adressée à Françoise, il avouait que *l'Ame américaine* avait abrégé

¹ Nous devons à l'obligeance de M. le docteur J.-M. Brisebois, de Longueuil, d'avoir eu la bonne fortune de lire les lettres qu'il reçut de de Nevers et d'en pouvoir citer quelques extraits. Nous tenons à lui exprimer ici notre gratitude. Quelques-unes de ces lettres sont précieuses par le jour qu'elles jettent sur le caractère de de Nevers et les jugements qu'elles contiennent sur quelques-uns de nos compatriotes.

sa vie de moitié. Pour imprimer 770 pages il en écrivit 6,000. Il lut et feuilleta 2,000 volumes. Le livre paru, la veille de son départ de Paris, il apprit que depuis dix ans il souffrait d'une maladie dont la guérison était impossible. « Je ne regrette rien », se contenta-t-il de conclure. Et pourquoi tout ce labeur ? Faire une œuvre utile à sa race. Ses livres publiés, il rêve de se fixer à Montréal, de faire profiter notre province des lumières acquises au prix de tant d'efforts. Il souhaite occuper une chaire universitaire et, à défaut, donner des cours libres. Son destin était autre. Revenu d'Europe, il recueille la position d'Arthur Buies, à \$1,000.00 l'année. Son sentiment patriotique le tient toujours. Publiciste attaché à un ministère de Québec, il songe à « préparer des livres de lecture pour les écoles dans lesquels il mettra sous une forme très simple, beaucoup de conseils patriotiques et pratiques ». La maladie l'en détourne. Elle l'amène au recueillement. Il meurt après avoir réveillé en lui, disent ses biographes, le croyant endormi. ¹

* * *

Si sa vie trop courte ne lui permit pas de faire l'action extérieure qu'il rêvait, il a laissé du moins un enseignement qui, grâce à ses écrits, a élargi le champ de son influence et la fera durer. A peine a-t-il fréquenté les universités européennes et connu hommes et choses qu'il veut noter ses impressions. Son ambition embrasse tout, prose et poésie, études ethnologiques et romans. Dès 1893, sa correspondance nous le montre occupé à la rédaction d'un roman, *Horizons lointains*. Il ne devait pas paraître, pas

¹ Sa vie dont nous n'avons pas reçu la pleine mesure fut bonne, et sa mort fut celle d'un chrétien et d'un juste, nota M. l'abbé Camille Roy (*Le Soleil* de Québec, 20 avril 1906).

plus qu'un autre roman, *L.-B.-Z. Chamard, l'illustre tribun*, étude de mœurs qui, selon la promesse qu'en faisait de Nevers, devait « fouter un coup aux politiciens ». Il veut écrire des souvenirs de voyage, un volume de poésies, *L'Éternelle nostalgie*, qu'il divisera en deux parties : *Loin des champs, Loin des cités*. Il songe à traduire un roman australien de Marcus Clarke. De toute cette ébullition littéraire, il devait rester, — à part quelques conférences, maintes correspondances aux journaux et la traduction d'un ouvrage de Matthew Arnold, — deux œuvres essentielles : *l'Avenir du peuple canadien français* et *l'Ame américaine*.

Ces ouvrages se ramènent à un sentiment unique, l'amour du peuple canadien français, à une idée centrale, contribuer à la grandeur de cette race. C'est ce qui en fait l'unité et l'intérêt durable. De Nevers n'a même entrepris l'étude de *l'Ame américaine* et écrit à ce sujet un livre, « l'un des plus intéressants qu'on ait publiés depuis longtemps sur l'Amérique », reconnu Brunetière, que parce qu'il considérait urgent à ses compatriotes de scruter le passé et le présent de la république voisine afin d'en prévoir l'avenir. C'est en se répétant que « les destinées des États-Unis sont d'une importance suprême pour nous, Canadiens français », qu'il entreprit ce grand ouvrage. Ses aperçus, ses observations, aideront à se guider ceux qui rechercheront l'effet que la participation des États-Unis à la guerre et à la signature du traité de paix, aura sur l'orientation des divers éléments qui ont formé l'âme américaine. Loin de vieillir, ses jugements renferment des données dont devront toujours tenir compte les historiens de la patrie de Washington. Mais si remarquables que soient ces deux volumes, c'est à son premier ouvrage, encore plus chargé

d'intérêt pour les Canadiens français, que nous bornerons cette étude.

A peine rendu en Europe, il songe à dire à ses compatriotes ce qu'il pense d'eux. Attiré par les études ethnologiques, occupé à rechercher l'origine des peuples et les causes de leur évolution, de leur grandeur ou de leur déchéance, il arrête de préférence son attention sur l'un d'eux, petit, le nôtre. Les leçons de notre passé, les lacunes du présent, l'amènent à rechercher ce qu'exige l'avenir. Son amour patriotique le porte à faire mieux que de rouler en son esprit des idées sur l'excellence de sa race. Il les exprime, devinant que ses compatriotes découvriront, à méditer ses pensées, des motifs d'action. Il publie à Paris, en 1896, *l'Avenir du peuple canadien français*. S'il s'est plu à l'écrire, si ces pages, à mesure qu'il les rédigeait, lui semblaient contenir plus d'idées que n'en renferment d'ordinaire les livres de chez nous, au point qu'il craint que le ton ne nous apparaisse trop philosophique, il se déclare déçu dès que le volume est imprimé. « C'est une balançoire », s'écrie-t-il. Volontiers, il ferait le geste de maints auteurs, il brûlerait son œuvre. Il fera mieux, il la revisera. De la première édition, promet-il, il ne restera pas cinquante pages. Seule cette refonte sera livrée au public. Ce projet ne fut pas exécuté. Et il n'est resté que la première édition que de Nevers ne destinait pas au commerce, mais qu'il réservait à quelques amis. Une seconde édition n'eût pas nui à sa gloire littéraire. Il eût effacé des redites, mieux suivi l'idée générale de l'ouvrage, fait preuve de méthode, de symétrie (il ne prit pas la peine de faire à son livre une table des matières). Mais eût-il ajouté beaucoup à l'acuité de ses observations, à la précision de certains de ses jugements, à la clarté de sa vision? Il écrivait de Central Falls le 29 juin 1897 : « Après cela (la publica-

tion de *l'Ame américaine*) une nouvelle édition du *Peuple C. f.* absolument refondue, c'est-à-dire qu'il ne restera qu'une cinquantaine de pages de cette balançoire. Je refais tout en neuf. Je change même le titre qui sera : « Le peuple canadien-français. Le passé, le présent, l'avenir ». Mon premier livre n'ayant pas été mis en vente, je le considère comme non venu et celui-ci sera pour le gros public une œuvre nouvelle. J'expliquerai la chose dans un mot de préface ».

Ce jugement par l'auteur est trop sévère. A lire d'autres lettres, il semble que son refus de mettre en librairie cet ouvrage ne lui ait pas été suggéré par la seule crainte que la forme ne fut trouvée imparfaite. Il se vantait de dire dans ce livre des vérités et il redoutait d'être pris à partie. Les attaques que certaines gens d'ici dirigerait sans doute contre lui à raison de quelques-unes de ses pensées mal comprises, le mettraient, croyait-il, en suspicion, compromettant ainsi ses efforts futurs. Ses craintes étaient exagérées. Le sens de son œuvre fut saisi. Elle n'a rien perdu de son importance. Et en dépit du désaveu prononcé par de Nevers lui-même, nous tenons ce livre, dans sa forme inachevée, comme l'un des ouvrages les plus précieux, les plus utiles à méditer dont se puisse glorifier notre littérature. Ainsi vont les desseins des hommes ! « Ma diplomatie à moi, écrivait-il le 4 novembre 1898, a toujours consisté à empêcher que l'on parle de moi. Je n'ai pas permis qu'on me fasse de réclame. » Repousser la louange et s'exécuter soi-même, c'est plus qu'il n'en faut pour entrer dans l'oubli. De Nevers ne resta pas ignoré, Ses œuvres font son éloge. Sa renommée sera de la meilleure trempe. Parce qu'il enchâssa en ses phrases élégamment tournées mieux que des oripeaux, qu'il sut animer son œuvre du souffle du patriotisme, la ramener aux idées

essentielles dont vit notre race, la remplir de pensées neuves et de lointaine portée, ses compatriotes garderont en même temps que le souvenir de son nom les leçons de son enseignement.

Le mérite de *l'Avenir du peuple canadien-français*, c'est d'être une tentative — la première ici, croyons-nous — de proposer aux Canadiens français un programme complet d'action publique. C'est une vue d'ensemble. Que nos travailleurs de l'intelligence nous donnent des directions précieuses, nous fassent saisir « la subordination des problèmes dans une vue totale », réclamait naguère M. l'abbé Lionel Groulx. De Nevers comprit cette nécessité et, le premier, s'essaya à créer ici « l'esprit d'ensemble », d'établir « le rapport des pièces au tout ». « La grande parole, la parole de clarté et de force » qu'appelait M. l'abbé Groulx, ne fera pas autre chose que de reprendre le livre de de Nevers, de le mettre à date, d'y faire ici quelques corrections, là quelques additions, d'y mettre l'ardeur nouvelle qu'exigent des périls accrus. En attendant que cette voix retentisse, ou que cette plume écrive, il y a profit à feuilleter le livre de de Nevers pour en dégager les idées essentielles.

De Nevers croit fermement à la survivance de notre race et au rôle qu'il lui faut jouer en Amérique. Du point de vue philosophique, de Nevers approuve le développement qu'a pris au 19^{ème} siècle dans la conscience humaine le sentiment de la nationalité et de la race. Jugeant *facteur* morbide l'assimilation qui s'est faite aux États-Unis des émigrés à l'élément de langue anglaise, il croit au réveil de ces fils de nations étrangères. L'Amérique du Nord ne sera jamais exclusivement anglaise, affirme-t-il. La variété de langues, de mœurs et de coutumes est voulue par la Provi-

dence. Ces idées l'amènèrent à lutter pour conserver aux Canadiens français leurs notes distinctives.

Mais quel avenir politique leur est réservé? Le Canada lui semble voué à l'annexion aux États-Unis. Une union plus étroite avec l'Empire britannique n'est pas possible. Une fédération impériale, contraire aux principes d'économie politique et aux lois historiques, doit être combattue non pas seulement par les Canadiens français, qu'elle ne saurait intéresser que du point de vue matériel, mais par tous les Canadiens qui ne peuvent y voir que le sacrifice des colonies au dieu empire. Peut-on croire au développement du lien fédératif, à la rupture des relations qui unissent le Canada et l'Angleterre? L'indépendance de notre pays apparaît-elle à l'horizon? En des phrases grandiloquentes nos politiques répondent parfois affirmativement à la question. De Nevers n'y croit pas. Il sait bien cependant à quelles conditions une nation canadienne pourrait se constituer et durer. La première serait l'harmonie faite du respect des droits de tous et de chacun, du consentement à laisser les divers éléments ethniques de la Confédération libres de conserver leurs traditions. Les Canadiens français ne sont pas un obstacle à la formation de cette nation. Ce pays, conquis en premier lieu par nos pères, colonisé par leurs bras, arrosé de leur sang, est notre seule et unique patrie. Avec quelle joie nous aiderions à son évolution. Notre fidélité aux souvenirs du passé, notre vouloir à maintenir ce que nous ont légué nos ancêtres et ce que la constitution a reconnu, n'impliquent ni rancune, ni hostilité contre aucune race. Qu'un jour les Canadiens anglais, écossais, irlandais, en puissent dire autant, et une nation naîtra ici. Ce sera une Suisse américaine, composée d'éléments divers, vivant dans l'union et le progrès. Mais non, l'obstacle véritable à cet avancement, c'est le sentiment

des Anglo-Canadiens à notre égard. Ne consentant jamais à se dire Canadiens tout court, ils penseraient s'abaisser que de traiter d'égal à égal avec nous. Comme les récents événements attestent la profonde psychologie de de Nevers écrivant : « Ne nous faisons pas d'illusion. Nos compatriotes anglais ne laisseront pas se briser le lien colonial pour partager avec les vaincus de 1760 et dans des conditions égales la direction de notre jeune pays ». De Nevers ne s'afflige pas outre mesure de cette attitude. Au souvenir de ses méditations sur la naissance et l'évolution des peuples, il prononce que si le Canada n'imité pas l'exemple de la république helvétique, c'est que des lois historiques et sociologiques l'auront détourné de cette voie. Las de chercher à nous asservir, les Anglo-Canadiens choisiront entre la fédération impériale et l'annexion aux États-Unis. Grâce aux conditions économiques, cette dernière alternative, croit de Nevers, ralliera les suffrages. Il ne s'en effraie pas. Dans l'Union américaine, nous surnagerons. Retrouvant nos compatriotes émigrés là-bas, nous formerons avec eux un groupe si puissant que c'est l'élément français qui dominera dans une partie de l'est américain. Il y aura bien encore des attaques contre nous. Elles viendront ni de Saint-Paul ni de Boston, mais de Winnipeg ou de Toronto. Même sous le drapeau étoilé, certaines gens de l'Ontario et du Manitoba demanderont parfois aux Congrès l'adoption d'une mesure destinée à fermer nos écoles et à se faire évanouir ici les vocables français. N'ayez crainte, continue de Nevers. *Live and let live* est un principe que les Américains imposeront à nos ennemis de toujours. Au reste, l'heure de notre union à nos voisins du Sud n'est pas venue. L'annexion doit trouver les Canadiens français plus forts qu'ils ne le sont. Soyons pour le *statu quo*. N'étant pas prêts à affronter l'inconnu que recèle notre existence au

sein de la république américaine, conservons le plus longtemps possible le lien fédératif. Entre temps, efforçons-nous d'atténuer les préjugés des Anglo-Canadiens à notre égard. Il y en aura toujours assez ! Mais, tâche principale, élevons-nous. Il faut que notre race ajoute à sa couronne quelques fleurons, qu'elle n'entre dans la république voisine que précédée d'une haute réputation. Nous ne devons y pénétrer que « comme les fils d'une famille qui n'a pas déchu et avec laquelle on est fier de s'allier ».

Des ennemis d'ordres extérieur et intérieur luttent contre nous. Le pansaxonnisme qui rêve d'expansion anglaise, voit dans le Québec une excroissance désagréable sur la surface unie et homogène du continent américain. Il voudrait la supprimer. Les pansaxonnistes cherchent à retirer de leurs flancs cette épine. Goldwin Smith, par exemple, désirait si fort que l'Amérique appartînt à la langue anglaise et à la civilisation anglo-saxonne, qu'il appelait l'annexion comme l'unique moyen d'assimiler l'élément français. De Nevers ne s'émeut pas de ce danger. L'Anglais a tort de voir dans le pansaxonnisme un progrès. Plus l'Anglais anglicise, moins il reste anglais. Il perd à ce jeu son unité de race, « ses idiosyncrasies nationales ». Au reste, jamais la langue anglaise ne fut reçue par les classes supérieures, comme ce fut le cas pour la française. L'Angleterre a imposé sa langue, « par une sorte de force brutale, aux déclassés, aux indigents, aux déshérités, à des peuplades sauvages ou demi-civilisées, vaincues ». De Nevers se repose, pour repousser ici les tendances pansaxonnistes, sur « le fort sentiment du droit et de la justice, l'amour de la paix, et surtout le bon sens pratique qui forment le fond de l'âme du Canadien anglais, en général ». C'est de sa part généreuse naïveté. De Nevers écrirait-il cette phrase après l'enfantement du règlement XVII par

la province de l'Ontario ? Il voit plus juste quand il nous recommande de compter principalement sur nous. « Ce qui nous importe, avant tout, c'est d'affirmer notre vitalité avec tant de force, de nous rattacher avec tant d'ardeur à tout ce que nous tenons de nos ancêtres de France, de manifester si hautement les qualités particulières de notre race, que tout espoir d'assimilation disparaisse de l'âme du pansaxonniste le plus chauvin. » Et si c'était montrer un optimisme exagéré dans la disparition d'un état d'âme que tant de têtes et de cœurs anglais entretiennent en Amérique, c'était du moins nous donner le plus salubre des conseils. C'était nous inviter à repousser ces attaques du dehors, en nous débarrassant tout d'abord des ennemis du dedans, défauts qui tiennent à nous, insouciance qui paralyse nos efforts. Nous ne serons assurés de pouvoir lutter contre les dangers qui menacent notre existence au sein de la Confédération ou de l'union américaine que si, non seulement nous vivons, mais surtout si nous avons grandi, si nous nous sommes haussés à nos tâches nouvelles, si nous avons conquis par notre développement intellectuel, matériel et moral, un droit inéluctable à une vie nationale distincte. Nous sommes maîtres de nos destinées, répète de Nevers. Notre mort, notre infériorité ne seront imputables qu'à nous. Comment éviter l'une et l'autre ?

Pour nous faire accepter des obligations nouvelles il rappelle nos titres de noblesse. Il étudie le présent. A quelle phase de son développement est rendue notre race à l'heure où il écrit ? Sa réponse, élogieuse pour le passé, est d'une juste sévérité pour le présent. Pendant 150 ans, ce fut une lutte admirable pour Dieu et le roi ; pendant 100 autres années ce fut l'assaut aux libertés constitutionnelles. 1760 mit fin aux expéditions guerrières et aux faits d'armes héroïques. 1867 ferme la période des luttes parlementaires victorieuses. De 1867 à 1894, quelle page avons-nous

ajoutée à nos annales? Aucune. Qu'avons-nous fait pour la race? Rien. « Les vingt-cinq dernières années ont été pour nous une période néfaste. » La période des combats militaires et constitutionnels terminée, il fallait prouver que l'élément français était appelé à prendre en Amérique une part brillante aux luttes pacifiques d'une ère nouvelle. Le moment était venu de lever haut la tête, de montrer que ce n'était pas en vain que nous avions tenu à conserver l'héritage de nos ancêtres. Il fallait créer des richesses de l'ordre le plus élevé. Nous avons oublié qu'un peuple ne conquiert un droit incontestable à la vie que s'il ajoute quelques richesses au trésor commun des nations. Tout peuple a son rôle à jouer, sa chose à créer. Pourquoi avons-nous méconnu cette vérité? L'âme canadienne-française, sortie de luttes séculaires, n'a pas encore trouvé sa voie. Elle s'est laissée envahir par l'apathie et l'égoïsme. Comme il est urgent pour elle cependant de tirer parti de ses ressources matérielles, de créer de la vie intellectuelle, de satisfaire les besoins accrus des intelligences, d'ouvrir une voie plus large aux facultés supérieures.

On s'en excuse, en rappelant notre jeunesse, notre pauvreté, résultat des conditions sociales où nous avons vécu. Ce sont arguments bons à opposer à ceux qui attaquent notre race. Ils n'ont plus leur mise au cours de notre examen de conscience. Étudions plutôt les causes qui font que nous piétinons, que même sans lutte, « nous nous en allons à la dérive, lentement, insensiblement, vers l'absorption finale ». L'esprit dominant au Canada et aux États-Unis est d'essence mercantile. « L'or est naturellement et incontestablement l'idole de l'Anglo-saxon, il évalue tout en numéraire », a écrit Bagehot. De Nevers craint que « cet idéal mesquin de l'homme d'argent ne s'empare avec le temps de l'âme canadienne, au détriment de notre avenir

national ». Un esprit d'égoïsme, de lûcre domine les couches de la société où règne le plus de bien-être. Il absorbe toutes les autres aspirations. De là naît l'apathie. Le temps des sacrifices est passé, dit-on. Désormais, chacun pour soi. Ainsi s'éteint notre vieille fierté de race. A-t-elle repris sa vigueur ancienne, depuis le jour où ce livre fut écrit ? De Nevers en eût douté s'il eût entendu récemment le R. P. Louis Lalande éloquemment parler pour elle. Comme il y tenait ! Dédiant son livre à ses jeunes compatriotes, il leur propose cette devise : *Soyons fiers et nous serons forts*. C'est sans doute pour enlever à leur fierté des tentations, qu'il dénonça ironiquement politique et politiciens. Ah ! comme de Nevers se moque de l'une et des autres. A proprement parler, dans notre province, la politique est la seule plante qui fleurit et prospère. Pour les uns c'est un sport, pour les autres, une industrie. Sport ou industrie, la politique accapare toutes les forces vives de la nation et nous ruine. Les partis ont inventé des vertus : l'on dira *traître* à son parti, comme l'on dit renégat de sa race. La déclamation tient lieu de science. Oh ! la *speechomanie* des Canadiens français ! *Speech*, l'un des maux dont se meurt notre nationalité. « La politique s'empare de tout ce qu'il y a, dans l'âme de notre jeunesse, d'ardeurs, d'enthousiasmes, de tendances vers le bien. » On ne prend plus la peine de se demander si, en dehors de cette arène, il n'y a vraiment rien à faire. Combien de victimes de la politique et de ses partis auraient pu, pourtant, faire de plus utiles sacrifices, sur un autre terrain, pour leur race et leur pays. Combien, avec une autre direction, seraient devenus savants distingués, brillants littérateurs, grands artistes, industriels ou commerçants de renom. De Nevers ne désespère pas. « Nous nous guérisons avec le temps du politiquage à outrance ». La guérison en effet

est en voie. L'on pouvait reprocher à la politique d'accaparer l'attention du public, d'attirer à elle trop de jeunes hommes, de donner aux politiques une importance exagérée. L'on comprend enfin que les politiques ont un rôle à remplir, mais qu'il n'est pas à lui seul toute l'action publique d'un peuple, et qu'il est possible de servir autrement et utilement son pays. De Nevers le croyait. Sans avoir le titre de ministre ou de député, il voulut orienter les initiatives de ses compatriotes et contribuer ainsi à leur avancement. Combien qui siègent au parlement et n'auront jamais son influence !

Mais de Nevers se hâte de sortir de l'ombre attristante que projette le présent sur l'histoire de sa race. C'est l'avenir qui importe. Comment le préparer ?

La race gardera ses notes essentielles, le catholicisme et l'esprit français. Elle se développera dans le sens de ses traditions. « Que la Nouvelle-France soit, sur ce continent, en même temps que la fille aînée de l'Église, la fille aînée de la pensée et du progrès, dans les hautes sphères de la poésie, de la science et des arts. » Notant que si nous étions restés les maîtres de ces immenses territoires qui constituaient la Nouvelle-France les sauvages n'en auraient pas disparu, il écrit : « Qui dira ce que peuvent faire naître dans les cœurs ces deux facteurs puissants de civilisation : la charité chrétienne et la sympathie de l'esprit français ? » L'Église lui apparaît une force morale nécessaire. Dans nos districts ruraux, « l'organisation paroissiale et l'influence du clergé seront, à elles seules, suffisantes pour maintenir la cohésion. » « L'Église catholique, ajoute-t-il, est restée pour les Canadiens français le centre d'union, de cohésion par excellence ». Et il semble que cette phrase n'en est pas une de style obligé, qu'elle répond plutôt à un sentiment intime puisque le 1er mai 1894 il écrivait de Paris : « Je

dis de dures vérités à mes compatriotes, mais je ne touche pas à la question religieuse. La religion catholique est le plus fort rempart de notre nationalité et nous devons tout faire pour la maintenir au sein de notre population. »

Nous aurions souhaité qu'il insistât davantage sur la nécessité pour chaque être d'une réforme intérieure. Si les mœurs environnantes nous insufflent l'égoïsme, nous rendent apathiques aux œuvres du désintéressement, c'est aux âmes qu'il faut tout d'abord s'adresser. Ce sont elles qu'il faut refaire ou réveiller, et c'est par une action du dedans et individuelle qu'on y parviendra. De Nevers l'a vaguement insinué tout le long de son ouvrage. Mais c'est à d'autres objets qu'il s'est de préférence appliqué.

Il veut asseoir sur un fond solide l'édifice qu'il rêve d'élever aux œuvres de la pensée. Si l'homme ne vit pas que de pain, il lui en faut et, dans notre société contemporaine, le pain signifie beaucoup de choses. Les peuples doivent développer les ressources de la nature et ne pas négliger le côté matériel des choses. « Dans notre pays il peut même sembler que l'on fait œuvre patriotique en s'enrichissant. » C'est faire tout d'abord, aux yeux de nos voisins, si pratiques, honneur à notre race. Mais pour avoir amassé des dollars, ne perdez pas le but de la vie, prêchez de Nevers. N'identifiez jamais le bonheur avec la richesse. Que l'or soit un moyen, non une fin; qu'il soit une force que vous mettez au service des idées et des œuvres. Rien autre. Comment les Canadiens français satisferont-ils aux nécessités économiques ?

Partant du principe énoncé par Montesquieu : « Les campagnes sont en quelque sorte, le laboratoire où se créent les forces du bien », de Nevers manifeste sa prédilection pour la culture du sol. Il reprend à son compte le mot lancé au temps où il écrivait : emparons-nous du sol !

Ne répète-t-il pas, dans plusieurs de ses lettres, qu'il veut devenir colon, cultivateur, aller vivre dans les forêts vierges ? Mais il y a ici plus qu'une préférence personnelle, la conviction que la profession d'agriculteur est à la base des nations bien organisées, qu'elle est chez nous nécessaire. Il reconnaît bien que le commerce et l'industrie sont les deux seules voies qui mènent à la richesse, il écrit bien : « Il est bon, il est désirable que tous ceux d'entre nous qui se sentent des dispositions pour le commerce et l'industrie entrent dans cette voie, qu'ils y prospèrent, qu'ils soutiennent avec énergie la concurrence contre les hommes d'affaires qui les entourent », mais son conseil ne s'adresse qu'à des unités. A la masse, il faut autre chose. Dans le commerce et l'industrie, la plupart sont des serviteurs. Il prévoit que du développement à outrance de l'industrie naîtront les ouvriers en plus grand nombre que les patrons. Et il trouve la situation du cultivateur plus avantageuse que celle de l'ouvrier. Le premier devient indépendant; le second, après dix ans donnés au labeur épuisant de l'usine, n'est pas plus avancé. Il est aussi pauvre, aussi dépendant après qu'avant. De Nevers voudrait éloigner ses compatriotes du servage industriel. Était-ce refuter à l'avance les théories émises aujourd'hui par nos économistes ? Disons plutôt que ces derniers complètent le livre dont de Nevers écrivit les premiers chapitres. Il n'y a pas de contradiction entre eux. « Le sol est notre plus sûre richesse; le paysan est notre plus fort argument », écrivait naguère Édouard Montpetit. Et pour préciser, le distingué professeur ajoutait : « Il ne s'agit pas de provoquer l'essor industriel du Canada français aux dépens des campagnes dépeuplées, et d'assurer la prédominance de l'industrie sur l'agriculture. Il est clair que cela serait une erreur capi-

tale. »¹ Donc de Nevers eut raison de prêcher, sur le terrain économique, et en tout premier lieu, en faveur de la richesse accrue de nos campagnes. Commençons par le commencement, défrichons, agrandissons l'aire de nos champs cultivables. « La conquête du défricheur est la première de toutes les œuvres de civilisation. » Par l'article si précis, si plein de données précieuses qu'il publia dans *L'Action française*, en octobre dernier, sur la colonisation, M. Henri Bourassa a prouvé qu'à ce point de vue les idées de de Nevers n'ont pas vieilli. La conquête du sol, pensait-il, est favorable au maintien de notre nationalité. Elle est avantageuse au point de vue économique. Augmentant le nombre des propriétaires, elle empêchera une partie de notre population de passer dans les rangs du prolétariat. Aucune industrie n'est chez nous comparable au défrichement de la terre, ni pour la somme des richesses produites, ni pour l'équité de leur répartition. Bref, notre richesse principale, c'est la terre, l'avenir, l'agriculture. Mais, dit-on, tous nos cultivateurs ne sont pas riches. De Nevers a garde d'oublier sur ce chapitre l'erreur que plusieurs commirent. Appréciant mal les chances d'avenir, imprévoyants, trop enclins à contracter des dettes, des agriculteurs ont abouti à la ruine. Que de patrimoines dévorés par les hypothèques ! Cela n'est pas normal ; cela, il est vrai, a jeté l'agriculture en discrédit. Puis des préjugés lui font tort. Un jeune homme possédant quelque instruction se croirait déshonoré si, ses classes terminées, il remettait les mains sur les mancherons de la charrue. On a cru trop longtemps que l'instruction doit avoir pour conséquence nécessaire l'exercice d'une profession. Le remède ? Diriger les bacheliers vers la fondation de nouvelles paroisses ; pousser nos jeunes hommes instruits au défrichement, à la

¹ *L'Action française*, novembre 1918 et janvier 1919.

culture du sol. L'on ne criera pas à l'utopie si l'on veut bien se souvenir que ce programme fut parfois suivi, que, chaque année, des bacheliers retournent à la terre. Son plan ne sera jamais complètement réalisé. Quel progrès cependant serait atteint si des unités se fixaient un peu partout dans notre province, si des compatriotes, auxquels une instruction un peu supérieure prêterait un certain prestige, donnaient l'exemple. De Nevers était, à ce point de vue, optimiste. On pourrait selon lui entraîner à cette œuvre des milliers de jeunes gens. On les habitue bien, disait-il, à aller applaudir des *speeches* insignifiants, à se passionner pour des phrases creuses. De Nevers, si intelligent, si peu gobeur, pensait que s'enthousiasmer pour le vide d'un politicien était aussi pénible que d'arracher les souches ou d'ouvrir des sillons. Combien ne sont pas de son avis ! Il reste que l'on peut recruter des unités. De Nevers garantit leur succès. Attendez plus et mieux de jeunes colons inhabitués au maniement de la hache, mais courageux, intelligents, instruits, que de défricheurs simplement robustes et habitués aux plus durs travaux. Il faudra, par l'association, les soutenir. « Les Français ne sont tout puissants qu'en masse », a remarqué Madame de Staël. Aidons-les par le crédit agricole. Bref, il y a là tout un organisme à créer, à maintenir. L'effort en vaut la peine, puisque la vie à la campagne, dans certaines conditions d'aisance et de culture intellectuelle, favorise grandement la prospérité d'un peuple, le développement d'une race vigoureuse, d'aptitudes supérieures.

Car c'est en vue de la fin qu'il faut ordonner nos efforts. De Nevers n'oublie pas que l'organisation de la richesse par le commerce ou l'industrie, l'amélioration de la culture du sol, l'augmentation du nombre de nos agriculteurs, ne sont que des moyens utiles à hâter le perfectionnement des

individus, accroître le renom et l'influence de la race. Sur les richesses du sol, il veut élever des richesses d'un ordre plus élevé. « La matière a ses prêtres et ses fidèles, il faut que la pensée ait les siens. . . S'il importe d'augmenter le bien-être matériel, il n'importe pas moins d'agrandir l'horizon des âmes. » Quelles belles pages il a écrites pour montrer la supériorité des arts de l'esprit et la nécessité, en tout pays, des chercheurs, des « fabricants de valeurs non cotées à la bourse ». Mais comment parvenir à posséder et les uns et les autres ?

Le temps est depuis longtemps venu d'organiser ici une vie intellectuelle nouvelle. Dès après 1867, il eût fallu utiliser les qualités de nos ancêtres dans un autre champ que celui où ils luttèrent. Les travaux de la paix devaient attirer tous nos efforts. « Il nous a manqué l'action d'une élite intellectuelle, l'impulsion d'une classe dirigeante vraiment éclairée, sagement patriote. » Qui donc, chez un peuple jeune, où tout est à créer, donnera aux forces nouvelles une direction que rien peut-être ne pourra plus changer ? Quelques êtres que les études spéciales, l'expérience approfondie des hommes et des choses ont mis en état de voir haut et loin.

Il faut que les classes dirigeantes aient une foi éclairée, qu'elles étudient, veillent et prévoient. Or, nous n'avons pas réussi à dégager ces unités précieuses de la masse. Il n'y a pas à désespérer. « L'âme canadienne, détournée d'une voie longtemps suivie, n'a pas su encore choisir une voie nouvelle. » Hâtons-nous de ranimer la vie supérieure qui remuait l'âme des ancêtres, mais qui, depuis 1867, étouffe sous l'étreinte de l'apathie et de l'égoïsme. Quels sujets grandioses notre histoire, notre terre canadienne, nos mœurs offrent au pinceau du peintre, à la plume de l'historien ou du romancier. De Nevers esquisse un tableau

auquel Louvigny de Montigny, par la préface qu'il mit à *Maria Chapdelaine*, ajouta des touches heureuses. Même la science attend des contributions que seuls des savants de chez nous peuvent lui apporter sur un terrain particulier, le nôtre, celui que font nos conditions climatériques, biologiques, géologiques. Pour les créer ces savants, ces artistes, ces écrivains, augmentons la valeur de nos collègues classiques, organisons les hautes études, fondons des bibliothèques, des écoles d'art. Élevons par le perfectionnement de notre système d'instruction publique, le niveau intellectuel. Permettons non pas seulement aux hommes de génie, mais aux hommes de talent remarquable de créer des œuvres fortes. Formons, à côté des poètes et des savants, des connaisseurs et des lettrés qui comprennent les œuvres de l'esprit, s'y intéressent, en étendent, en perpétuent l'influence. Les classes dirigeantes ont pour principale raison la culture de l'esprit. On a méconnu cette vérité chez nous. Les fervents de la politique constituent la presque totalité des ressources intellectuelles. C'est trop peu ! L'instruction classique est à la portée de tous. Le nombre des jeunes gens qui entrent dans les professions libérales augmente dans des proportions effrayantes. Ne pouvant gagner leur vie, ils s'attellent aux politiciens pour obtenir un humble emploi. Ils en deviennent les « caudataires » ! Ces jeunes gens, enlevés aux travaux du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, ne se rendent même pas utiles à la société par leur science. Le talent se perd. De Nevers a trouvé que quatre-vingt-dix-neuf pour cent d'entre eux ne deviennent jamais des hommes instruits.

Au point de vue littéraire, fourbissons l'arme essentielle, la langue. Conservons avec un soin jaloux le parler français; débarrassons-le des scories qui le déparent. Aucune œuvre littéraire ne naîtra aussi longtemps que nous n'aurons

pas la puissance du verbe, une langue épurée, un vocabulaire enrichi. A un point de vue général, c'est par l'enseignement secondaire renouvelé, c'est par l'enseignement universitaire supérieur, la création de facultés de lettres et de sciences, que nous formerons une élite intellectuelle sans laquelle un peuple reste inférieur. En attendant, que nos étudiants aillent parfaire en Europe leur culture. Les arts, les sciences, les belles-lettres sont des fruits de vieille civilisation. Importons-les. De Nevers a écrit à ce sujet des pages remplies d'observations judicieuses et que doivent relire ceux qui veulent avec lui faire de notre province « un centre rayonnant de culture scientifique, littéraire et artistique ».

* * *

Cette analyse a montré, j'espère, en quoi et de qui de Nevers fut un précurseur. Sans vouloir le peindre plus grand que nature et lui trouver une attitude à laquelle il ne songea point, l'on peut reconnaître en lui l'un des chefs du mouvement qui tend à sauvegarder, au sein de la Confédération, le principe des nationalités. Il nous a rappelé que les minorités ne s'imposent au respect du grand nombre que par la maîtrise des forces économiques, surtout par la haute valeur de l'âme, la culture de l'esprit. Par son œuvre remarquable et qui comptera au nombre des plus belles de nos publicistes, il a montré que les Canadiens français ne manquent pas à leur devoir envers la terre canadienne en restant fidèles à eux-mêmes, en conservant, pour l'améliorer toujours, ce qu'ils tiennent de la tradition. Il prouva que loin d'être un obstacle à la constitution d'une nation entre Vancouver et Halifax, nos compatriotes sont les seuls habitants de cette contrée pour qui elle est la patrie. En cherchant à conserver leur caractère ethnique, ils demeurent

dans la lettre et l'esprit de la constitution, basée sur l'union de deux peuples. Ceux qui se réclament de cette politique, qui fut celle de Nevers, sont, il est vrai, dédaigneusement traités de *provincialistes*. Et les assimilateurs désignent sous cette expression non seulement les défenseurs des droits constitutionnels des provinces, prises comme entités, contre l'empiètement du pouvoir central, mais surtout les fervents des choses locales, les hommes soucieux de conserver à chacune des races qui s'associèrent en 1867 ses notes distinctives. Prise sous cet angle, l'épithète ne saurait effrayer ceux qui ont médité sur le passé de ce pays, sur son évolution, sur le caractère que les délégués à la conférence de Québec de 1864 ont donné au pacte fédératif. S'ils n'étaient provincialistes, les Canadiens français oublieraient vite, dans le tourbillon, leur âme nationale. De Nevers le croyait. Il entretint avant tout et par-dessus tout l'amour de sa race, qu'il voulait voir dotée des formes supérieures de la vie. En face de l'impossibilité de créer une nation canadienne — les Anglo-Canadiens refusant de nous accepter comme associés —, il chercha les moyens d'assurer à notre peuple la durée, fût-il destiné à vivre longtemps encore sous la Couronne britannique ou à entrer bientôt dans l'union américaine. Il fut l'un des premiers, après 1867, à indiquer comme but à notre race la supériorité. Puisque aux yeux des pansaxonnistes, avides d'unité et rêvant d'assimilation, nous formons tache sur le sol américain, que cette tache, disait-il, soit « lumineuse ». Avec quel entrain il se donnerait aujourd'hui à cette tâche et comme les faits révélateurs des dernières années stimuleraient son zèle. Faisons nôtre le programme qu'il traça de la main d'un maître éclairé et patriote. Que les jeunes, ceux auxquels de Nevers s'adressa de préférence parce qu'il

les croyait les maîtres de l'avenir, que rhétoriciens, étudiants des facultés universitaires, méditent ses pages, comparent les observations qu'elles renferment avec celles que suggèrent hommes et événements d'aujourd'hui. Ils y puiseront des leçons. Les ayant reçues, ils ne voudront plus être de ces âmes qui parurent à de Nevers « trop étroites, âmes qui ne voient pas dans l'amélioration et le perfectionnement de leur être le but principal de la vie, âmes trop faibles qui ne peuvent se maintenir sur les sommets atteints et continuer l'ascension ». Ils seront capables de hauts sentiments et de fortes pensées. Ils voudront devenir les garants de notre survivance.

Au jugement de de Nevers, trente ans encore devaient marquer pour toujours notre avancement ou notre recul. C'était méconnaître les règles de la perspective, enfermer en des bornes trop restreintes la vie des peuples. Mais leur évolution, poussée par des circonstances particulières, se fait parfois plus rapide. C'est le cas pour le nôtre, menacé de dangers persistants et qui s'accroissent. On a fait quelques pas, depuis le temps où de Nevers nous pressa de marcher. Sans brûler les étapes, ne les multiplions pas à plaisir. Avançons d'un pas plus alerte. Profitons du présent réveil de l'âme nationale. Que sans tarder notre race tire parti des ressources de son sol, de la richesse que recèlent le comptoir et l'usine. Que par des œuvres de haute inspiration et de lointaine portée, se révèlent l'intelligence et le cœur de ses fils. Pour eux, vivre et durer est trop peu. Atteindre les hauteurs et s'y tenir, c'est le mot d'ordre qu'ils reçoivent de nos traditions catholiques et françaises.

Antonio PERRAULT.

LES CONTES DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

Vous vous souvenez de la scène pathétique de l'Aiglon : un précepteur, à qui on a fait la langue, raconte au duc de Reichstadt les événements de 1800 à 1814 à sa façon. Quand le père était le centre de l'univers, quand c'était lui qui faisait l'histoire du monde, le cuistre signale au fils comme seul fait important une éruption volcanique ou une secousse sismique.

N'était-ce pas naguère un peu le fait du petit Canadien français ? Ses pères ont été les croisés de l'histoire moderne; dans un monde nouveau ils ont fait les gestes des Français et ont égalé par la foi et l'héroïsme les preux les plus hauts. Cependant, que racontaient au bambin de quatre à douze ans les livres à gravures que l'on mettait entre ses mains, sous ses yeux ? Les exploits de Turenne ou de Hoche, de Condé ou de Bonaparte, mais jamais ni un trait ni une prouesse de la vie sublime des bâtisseurs de pays qui furent ses ancêtres. Un très grand nombre de petits Canadiens n'auraient-ils pas eu raison de croire jusqu'à ce qu'ils ouvrirent en classe (quand ils y restaient assez longtemps) leur manuel, que la parole du gouverneur anglais : « les Canadiens sont un peuple sans histoire » était cruellement vraie ?

La Saint-Jean-Baptiste, dont les heureuses initiatives se multiplient sans cesse, a changé tout cela. Le bambin de chez nous peut désormais dès qu'il sait lire, ou plutôt, dès qu'il sait voir, connaître les richesses de cet « écrin de perles ignorées. » L'imagerie d'Épinal le cède à l'imagerie canadienne et des historiens avertis, des écrivains réputés se sont associés

à des artistes habiles pour faire l'instruction patriotique des petits enfants.

Je ne sais rien de plus beau, ni rien de plus utile, car qui pourrait indiquer la limite du bien résultant de cette innovation ? Ses effets se multiplient à l'infini comme les ondes de la nappe d'eau où tombe une pierre.

Autour de la table familiale, les petits se pencheront sur les images aux couleurs vives que les artistes ont choisies ainsi, moins parce que leur art le leur commandait que parce qu'ils voulaient plaire à de jeunes yeux, lesquels, disent les éducateurs, aiment surtout le rouge et le jaune. La légende nette et courte est facilement intelligible, mais il faudra tout de même la compléter, expliquer certains mots, éclaircir certaines époques, décrire certains costumes ou certains usages qui apparaissent mystérieux à des cerveaux enfantins.

Qui se chargera du commentaire ? Peut-être une sœur aînée, peut-être la maman. Et ainsi la leçon d'histoire pénétrera la conversation générale, reviendra dix fois, vingt fois peut-être, grâce à la charmante manie des petits qui radotent comme les très vieux et reviennent sans cesse sur une chose qui a frappé leur imagination.

Toute la maisonnée s'associera donc, se retrempera donc dans ces vertus des ancêtres et qu'en pourra-t-il résulter, sinon un enseignement de fierté nationale, la prise d'une résolution qui a été formulée dans une phrase lapidaire : « noblesse oblige. » Le cœur de la génération d'aujourd'hui rythmant ses battements sur ceux des cœurs des héros, elle trouvera bien léger le fardeau qu'elle doit porter, méprisables les luttes qu'elle doit livrer pour se maintenir dans la tradition de ceux qui luttaient contre la sauvagerie, contre l'isolement, contre des ennemis barbares, contre la mort les guettant derrière chaque tronc d'arbre.

Les contes merveilleux de la Saint-Jean-Baptiste changeront en autant de professeurs d'énergie et de patriotisme, suivant le noble mot de l'un des conteurs, les héros de notre histoire, leur dresseront une chaire dans chaque famille et un autel dans le cœur de milliers de petits Canadiens.

Nous pouvons beaucoup compter sur la génération qui aura déserté les récits des guerres napoléoniennes pour le récit du sacrifice de Dollard, de l'exploit de Madeleine de Verchères, du martyre des pères Brébeuf et Lallemand.

Louis DUPIRE.

LES PRIX

Voici les distributions de prix. L'occasion est excellente de faire de la bonne et fructueuse propagande. Que l'on voie à ne donner dans les écoles que des livres utiles, qui éveillent de nobles pensées et suscitent des sentiments généreux. Qu'à côté des chefs d'œuvre de la littérature française, on ait soin de donner et de multiplier les ouvrages du terroir, ceux qui apprendront aux enfants à mieux connaître, à aimer davantage leur pays.

Le service de librairie de *l'Action française* se tient à la disposition de tous ceux, institutions, commissions scolaires ou particuliers, qui veulent se procurer de bons livres de prix.

A TRAVERS LA VIE COURANTE

Questions d'éducation

Le vent est aux questions d'éducation. Elles agitent les esprits depuis quelques mois. Elles font le sujet de maintes conversations. Elles ont même provoqué, dans les journaux et jusque sous les voûtes du Parlement, des discussions passionnées.

De toutes les réformes proposées celle qui rendrait l'instruction obligatoire a surtout soulevé l'opinion. Nous n'avons pas l'intention de traiter ici ce sujet. Non que la question du français n'y soit intéressée. Dès lors que vous touchez, en matière d'éducation, à la liberté des parents, vous mettez en jeu leurs droits les plus sacrés. N'est-ce pas ainsi, comme le prouve clairement dans son récent livre, le R. P. Hermas Lalande, S.J., que s'y sont pris les gouvernements des provinces voisines pour fruster nos compatriotes d'un enseignement qui leur était dû? Le principe, une fois admis, peut conduire aux plus désastreuses conséquences. Mais la discussion de cette question nous entraînerait trop loin. Nous préférons renvoyer nos lecteurs à l'étude du savant jésuite : *L'Instruction obligatoire, Principes et Conséquences*, ainsi qu'au livre de M. Magnan : *A propos d'Instruction obligatoire*, et aux excellentes brochures de l'Œuvre des Tracts : *L'Instruction obligatoire : ce qu'en pensent MM. Govin, Tellier et Langlois; L'École obligatoire* par Mgr PAQUET.

L'enseignement des langues

Il est un autre point que nous voulons examiner. Pour avoir provoqué peu de débats, il n'en est pas moins important et actuel. On s'en occupe d'ailleurs activement en petits comités. C'est l'enseignement de l'anglais dans nos écoles primaires.

Que cette langue soit nécessaire à la plupart des nôtres, à ceux du moins qui vivent dans les villes, nous l'admettons tous, je crois. Là où il y a divergence d'opinions, c'est sur son degré de nécessité, ou mieux, sur sa nécessité comparée à celle de la langue française. Il en est parmi nous qui lui sacrifieraient volontiers le parler maternel, qui sont du moins d'avis que l'anglais est la première langue que doit posséder un jeune homme qui se destine aux affaires. D'où chez eux le souci d'un enseignement commercial donné en anglais, d'où encore le désir qu'on mette dans nos écoles primaires les deux langues « sur le même pied ».

*Théories
dangereuses*

Que penser de ces deux théories? La première a contre elle la valeur économique, bien établie, du français. Elle la méconnaît en effet. Elle la considère comme nulle, au Canada. Elle affirme implicitement que même dans la province de Québec les affaires se transigent communément en anglais, que c'est la langue unique du commerce et de l'industrie, qu'elle est à la fois indispensable et suffisante.

Erreur, en vérité, erreur néfaste. Encore un coup, nous ne nions pas l'importance de la langue anglaise, et qu'une large somme d'affaires se règle par elle; mais d'abord elle ne couvre pas tout le terrain industriel ou commercial du pays: une bonne partie reste tributaire de la langue française; ensuite, si sa part est si vaste, n'est-ce pas précisément nous qui la faisons telle? n'est-ce pas notre apathie et notre snobisme plutôt que la nature même des choses? n'est-ce pas encore notre enseignement commercial unilingue, de plus en plus répandu?

*Académies et
collèges commerciaux*

Il faut bien l'avouer en effet, il faut l'avouer et le déplorer hautement: la plupart de nos académies et de nos collèges commerciaux nous paraissent manquer sur ce point à leurs devoirs. Ils enseignent le catéchisme, l'orthographe, la géographie, l'histoire, en français; mais dès qu'ils abordent une matière se rapportant directement au commerce: arithmétique, tenue des livres, dactylographie, etc., c'est la langue anglaise qui entre en jeu et est *uniquement* employée. Manuels, explications du maître, exercices de l'élève ne connaissent que cette langue.

Le résultat d'un tel système est évident. Les jeunes Canadiens français ainsi formés prennent rang dans la grande armée des comptables, des commis, des marchands, des industriels qui font leurs affaires en anglais. Non seulement chacun l'augmente d'une unité nouvelle, mais encore il lui apporte souvent l'influence de la maison qu'il sert ou qu'il dirige. Si cela ne s'appelle pas trahir les intérêts de sa race, qu'est-ce donc?

*Erreur
pédagogique*

La seconde théorie n'est pas moins condamnable. Elle pêche, celle-ci, non seulement par manque de patriotisme, mais aussi par erreur pédagogique. On ne saurait apprendre parfaitement, du même coup et de la même manière, sa langue maternelle et une langue étrangère. La nature a

des exigences qu'on ne peut impunément méconnaître. Elle finit toujours par prendre sa revanche. Qui veut créer, malgré elle, un prodige, produit un monstre, un homme, dans l'espèce, ne sachant bien aucune langue et dont l'esprit formé par des influences diverses manque d'unité et d'équilibre. C'est ce que proclamait récemment le provincial des Jésuites, au Canada, le R. P. Filion, quand il déclarait à une réunion d'amis et d'anciens élèves du collège Loyola, qu'on ne pouvait élever de la même manière (*along the same lines*) des Français, des Anglais ou des Italiens.

Que quelques-uns de ceux qui s'occupent actuellement de la réforme de notre enseignement ignorent ces vérités, leurs propos et leurs écrits le montrent amplement. Ne nous en étonnons pas : la pédagogie est une science qui ne s'apprend ni dans le maniement des chiffres ni dans les spéculations immobilières.

Le rapport C'est une tout autre mentalité heureusement, c'est
Ross une doctrine non improvisée, mais basée sur une réelle connaissance de l'école primaire, une expérience personnelle de l'enseignement, une vraie compréhension de nos besoins et des vues à la fois traditionalistes et progressives, qui se manifestent dans le rapport présenté récemment, sur sa demande, au conseil de l'Instruction publique, par le distingué principal de l'École normale de Rimouski, Mgr F.-X. Ross.

L'idée-mère de ce remarquable travail, celle sur laquelle s'appuient les différentes suggestions qu'il contient, c'est le retour de l'école primaire à son véritable rôle : *l'enseignement élémentaire des connaissances indispensables à tout homme*. De spécialisation commerciale ou autre, il ne saurait être ici question. Aux écoles complémentaires ou spéciales d'y voir, non à celles dont la tâche est simplement d'y préparer les esprits. Ainsi, par exemple, dans ces écoles complémentaires seulement commence, en Belgique où la vraie notion de l'école primaire est comprise, l'étude de la langue seconde.

Une suggestion Serait-ce aller trop loin que de suggérer
pratique l'adoption ici, pour le problème qui nous occupe, d'un plan analogue ? Il a fait ailleurs ses preuves. On s'efforceraient principalement, à l'école primaire, de former l'oreille du petit Canadien français aux mots saxons, de lui tourner la langue dans le sens que requiert leur prononciation... quitte à lui accorder plus tard l'étude approfondie dont il aurait besoin.

Grâce à cette méthode, nos jeunes compatriotes ne seraient pas exposés à subir, durant leur stage scolaire, une formation composite, faite d'éléments hétérogènes, bonne tout au plus à créer des mentalités embrouillées et des âmes flottantes et suaves.

*Vers les écoles
"nationales"* Les écoles « nationales » nous effraient à bon droit. Nous les repoussons avec indignation quand quelque sectaire ontarien parle de nous les imposer, mais franchement les théories utilitaires de quelques-uns des nôtres ne nous acheminent-elles pas inconsciemment vers le même but, vers un enseignement neutre qui moulera tous les enfants du pays sur un même type? Que nos écoles placent sur le même pied la langue française et la langue anglaise, ne seront-elles pas envahies peu à peu par des enfants des autres nationalités? Et ceux-ci une fois entrés, ne tentera-t-on pas de mettre de côté l'enseignement religieux, confessionnel, afin de ne pas blesser leurs croyances? N'est-ce pas ce qui se passe actuellement pour les écoles protestantes que fréquentent les Juifs? Ainsi le culte exagéré de la langue anglaise nous aura conduits à démolir nous-mêmes, avec la plus naïve inconscience, le meilleur rempart de nos traditions et de nos droits, que nous étions prêts d'ailleurs à défendre, *unguibus et rostro*, contre tout venant... de l'autre race. En vérité, il est temps que les amis clairvoyants de notre langue se comptent et s'unissent pour sauver ses positions.

Pierre HOMIER.

EXPOSITION DE BONBONS ET DE BISCUITS

Notre exposition de biscuits et de bonbons devait avoir lieu en juin. A la demande de quelques fabricants qui nous promettent pour cet été des "créations" merveilleuses, elle est remise en septembre.

CONTRE REMBOURSEMENT

N'oubliez point que, partout au Canada où il y a des bureaux de messageries, vous pouvez, par simple carte postale, adresser à notre service de librairie, des commandes pour \$5. et plus, payables sur livraison.

JOURNAUX, LIVRES ET REVUES

UN CHEVALIER DE NOS JOURS¹

Coincidence intéressante : depuis plusieurs semaines, l'auteur de ces lignes s'était plongé dans la lecture des grands maîtres de la littérature italienne, il venait de fermer la « Jérusalem délivrée » du Tasse et le « Roland furieux » de l'Arioste, et il avait encore dans les yeux les figures héroïques des chevaliers d'autrefois — Roland, Renaud, Roger, Astolphe, Godefroy — quand il ouvrit le volume que venait de publier l'*Action française* : « Paul-Émile Lamarche. — Œuvres — Hommages. » Et franchement, en le parcourant avidement et tout d'un trait, il lui sembla qu'il n'avait point changé de lecture.

C'était bien encore un vrai chevalier qui était campé devant ses regards, si tant est que la chevalerie de jadis et de toujours, c'est la force au service du droit et de la faiblesse, c'est-à-dire la victoire du dévouement chrétien sur l'égoïsme païen. Et, pour compléter la similitude du tableau, cette fois encore quand le héros s'est couché dans la mort, ses compagnons de vaillance l'entourent, pieux et tristes, et chacun exhale sur sa tombe ses regrets et ses espoirs.

Le chevalier ! Voilà donc le type que Lamarche a incarné aux yeux de ses contemporains, comme déjà l'a si bien buriné notre excellent poète Lozeau — les poètes sont les voyants de la foule — :

« Il fut le chevalier sans heaume et sans cuirasse
« Qui, du seul vêtement de son courage armé,
« Par l'amour du bon droit noblement animé,
« Descendit dans l'arène y défendre sa race. »

Et c'est ainsi qu'il restera devant le tribunal de la postérité.

Et en donnant au public ce volume — de tenue d'ailleurs parfaite — l'*Action française* fait une œuvre de haute portée, puisqu'il va répandre, surtout chez les jeunes, ce qui manque le plus à notre vie nationale, comme à toute la vie moderne : le culte de la chevalerie.

¹ A propos d'un livre récent : « Paul-Émile Lamarche, Œuvres-Hommages » (Bibliothèque de l'*Action française*).

La chevalerie armée n'existe plus, mais l'idéal qui en était le fond doit durer aussi longtemps que l'idéal chrétien. Il y a bientôt quarante ans, Léon Gautier disait dans la préface de son monumental ouvrage « La Chevalerie » : « Nous avons conçu un autre dessein... : c'était d'agrandir les âmes; c'était de les arracher au mercantilisme qui les abaisse et à l'égoïsme qui les tue : c'était de leur communiquer de fiers enthousiasmes pour la Beauté qui est menacée et pour la Vérité qui semble vaincue. Il y a plus d'une sorte de chevalerie, et les grands coups de lance ne sont pas de rigueur. A défaut d'épée, nous avons la plume; à défaut de plume, la parole; à défaut de parole, l'honneur de notre vie. L'auteur de la « Chevalerie » s'estimerait heureux, s'il avait fait des chevaliers. » Et il ajoutait dans la conclusion de son livre : « Il ne faudrait pas s'imaginer que la chevalerie ait été le caractère spécial de telle ou telle époque. L'institution a pu mourir, mais son esprit nous est resté... Il faut ajouter pour ne décourager personne, qu'il est encore possible d'être chevalier de nos jours, et que l'heure est peut-être venue d'être plus chevalier que jamais... Sans doute la société n'est plus construite comme il y a huit ou neuf cents ans; mais il y a encore la Patrie... qui est en droit de compter parmi nous sur toutes les intelligences comme sur toutes les épées. Il est toute une école, nombreuse et influente, où l'on prétend que le bien-être est le seul but que doit désormais poursuivre l'humanité « régénérée. » Ces sophistes se trompent étrangement, même quand ils nous donnent l'Amérique comme exemple. Une nation qui aime avant tout le confort est une nation perdue, et ses fils sont condamnés, grâce à ce bien-être fatal, à s'étioler misérablement dans leurs âmes comme dans leurs corps, et à être tôt ou tard asservis par un peuple plus jeune et plus viril. C'est la chevalerie qui sauve les nations et qui en est l'arome. Et la chevalerie, c'est le dédain pour toutes les petites aises d'une vie amollie et sans nerfs; c'est le mépris de la souffrance; c'est la mise en action de l'antique *Esto vir*. Il est un dernier commandement de l'ancienne chevalerie qui nous semble d'une utilité encore plus contemporaine : « Ne pas mentir. » J'entends par là qu'il faut, dans la conduite de nos idées et de notre vie, avoir horreur des petites habitudes rampantes, des moyens tortueux, des finesses menteuses, des sous-entendus et des nuances. De toutes les choses d'ici-bas, la chevalerie est celle qui est la plus réfractaire à la nuance. Elle veut que nous affrontions les périls de l'heure présente avec la franchise la plus lumineuse; que nous ne cachions point notre

drapeau; que nous répétons, si nous croyons au Christ éternel, le cri des premiers martyrs : « Je suis chrétien, » et que, le front découvert et l'âme transparente, nous sachions non seulement mourir pour la vérité, mais, ce qui est plus difficile, vivre pour elle. »

Qu'on nous pardonne cette longue citation, elle justifie l'appréciation que nous donnons de l'œuvre de notre héros.

Et vraiment, l'enseignement qui se dégage de la vie de Lamarche vient à son heure — à l'heure où notre jeunesse serait tentée d'hésiter dans le choix d'un idéal.

Lamarche entre de plain-pied dans la lignée de nos héros, dans la lignée des Bédard, des Papineau, des La Fontaine, des Cartier, des Mercier, des Langevin — pour ne parler que des morts —, et il y entre sans même une ombre à ses principes religieux. Il a foulé aux pieds l'argent, les honneurs, les attaches de parti, parce qu'il n'avait au cœur qu'une grande passion : la défense du droit. Il mit son grand talent d'avocat au service de ses clients et de sa ville, il le mit encore plus au service de sa race. Dans tout ce qui reste de son œuvre, on découvre toujours la même pensée et la même passion dominante.

Que dis-je ? son désintéressement, son oubli de lui-même, éclate jusque dans son style où il peut encore servir de modèle à notre jeunesse, non seulement il parle comme un orateur et il écrit comme un écrivain — ce qui déjà est très rare même parmi les mieux doués des nôtres, — mais il parle et il écrit dans cette langue du grand siècle qui reste à jamais classique précisément parce qu'elle est impersonnelle. D'après Brunetière, le fond du romantisme a été le culte du *moi*, ce qui est encore une forme de l'égoïsme; or, le culte du moi ne consiste pas seulement à parler de soi-même ou à employer le mot « je », il se manifeste encore plus laidement dans le souci de faire montre de son talent dans le choix des expressions rares, dans la construction tourmentée de la phrase, dans la recherche du « mot »; on se préoccupe alors de sa propre gloriole bien plus que de chercher à enfoncer une vérité ou une détermination dans la tête ou dans le cœur des autres; on ressemble au virtuose qui veut éblouir l'auditoire par le prestige de sa technique, plutôt qu'à l'artiste qui s'efface en tâchant de faire communier les âmes à son propre rêve de beauté. Au rebours de Pascal, qui en lisant cherchait un écrivain et s'émerveillait de trouver un homme, la foule cherche un homme, un homme qui déploie passionnément toutes ses puissances pour l'éclairer et l'entraîner, et elle ne trouve qu'un écrivain, un virtuose de la parole écrite ou parlée.

En lisant l'œuvre de Lamarche — nous préférons y renvoyer plutôt que d'en citer des extraits, — la foule sera délicieusement surprise d'y trouver un homme, un homme qui l'a aimée, et qui a mis, sans retour sur lui-même, les trésors de sa science, de sa dialectique, de son esprit, de son ironie, de sa tendresse — à la défendre pour qu'elle survive. Et c'est pourquoi cet homme restera à ses yeux le type du parfait chevalier de l'action française.

Abbé J.-A.-M. BROUSSEAU.

LES RÉCITS LAURENTIENS ¹

J'ai lu les *Récits laurentiens* avec gourmandise, comme on mange un bonbon de chez nous, fait du sucré de nos érables et de la crème de nos laiteries. C'est savoureux et réconfortant.

Le Fr. Marie-Victorin a le don de vision pour les choses de chez nous, et pour la vie de nos gens, il voit les grandes lignes et les petits détails, il voit la vie mêlée aux choses, et il voit le bon côté de la vie et des choses, celui par lequel nous sommes une race fière et encore solidement enracinée à la terre laurentienne; le Fr. Marie-Victorin sait encore se pénétrer de cette vie des choses et des gens; il la revit avec intensité, avec une émotion qui se communique nécessairement quand toutes ces visions et toutes ces sensations nous sont traduites en la plus belle langue du monde, qui est la nôtre.

D'autres furent peut-être plus fins ciseleurs, mais nul encore, semble-t-il, n'a réussi à rendre aussi pénétrante l'émotion que l'on ressent en présence de la vie. Le jour s'approche sans doute où toutes ces peintures, où toutes ces études de détail, parues depuis quelques années, et que l'on admire pour elles-mêmes, serviront un jour d'ornement dans des œuvres de plus longue haleine, dans de plus vastes monuments de notre littérature.

Le Fr. Marie-Victorin sait communiquer l'émotion, ce sentiment si délicat qui fait battre le cœur à l'unisson des héros, qui nous fait mélancoliques, joyeux, souffrants et fiers avec eux.

Serait-ce aller contre la pensée de l'auteur que de distinguer dans son livre deux sortes de récits: les uns feraient naître en nous des sentiments moins profonds, toujours de chez nous, mais n'exprimant pas ce qu'il y a de plus intime dans l'amour de la terre laurentienne; les

¹ *Récits laurentiens*, par le Frère Marie-Victorin, des Écoles chrétiennes.

autres feraient vibrer des cordes plus solides au fond de nos cœurs. Ceux-ci seraient les quatre derniers.

Sans doute la mélancolie s'empare de nos âmes, comme de celles des Hamel, quand il faut couper l'orme plus que séculaire. Nous devenons tristes avec eux. « La conversation de toutes ces vieilles gens était dans le passé, et le passé est peuplé de fantômes évanouis, de bonheurs brisés et de cercueils. »

C'est plaisir aussi de revivre les scènes naïves et si nôtres de la paroisse de Lorette, croyant au Rosier de la Vierge, et de croire, avec l'auteur, que les rejetons du rosier marial « ont gardé quelque chose de religieux et de consacré ».

Nous sentons bien, nous devinons que ce « Mets cela au pied de la Croix » est le secret de toutes les patiences, de tous les labeurs énergiquement acceptés par la race.

Et c'est une évocation de mille souvenirs enchanteurs que de courir dans les champs, que de revoir « les ruisseaux dans les bois », que de pêcher la truite *vlimeuse*, que de revenir sur la « charge branlante ». Et comme on rit de bon cœur, quand le bambin, au milieu des *veilleux*, se plantant devant le vieux Juneau, crie sa colère : « Vous, si vous donniez à manger à votre jument, elle ne se bourrerait pas avec le *butin* des autres. »

Mais une terre est plus qu'un orme et les pleurs que nous mêlons à ceux de Félix Delâge, obligé de mettre en vente la terre des ancêtres, la bonne mère nourricière des générations disparues, la terre tant aimée, la terre que le vieux Canadien contemple avec toute la majesté du chef des Rocquevillard, ces pleurs partent de profondeurs plus intimes, comme plus grande et plus intense est la joie du grand-père, qui après le « Ne vends pas la terre » des tout petits, les embrasse, et se hâte de jeter dans les « hautes tiges d'herbe Saint-Jean », l'écriteau de malheur.

Avec Jacques Maillé, que la Providence amène au refuge de l'enfant prodigue, avec le colon Lévesque, dont l'héroïsme, le vrai, nous bouleverse et nous étreint à la gorge, le « Mets cela au pied de la Croix » prend un sens plus large, et se perd en des horizons sans fin.

Puis vient cette charmante Thérèse Bédard, servante du noble Lord anglais, mais pas servante comme toute autre. C'est une Canadienne, qui sait son histoire et qui est fière de sa race, et qui ne se trouve pas si petite, après tout, en présence des gentilshommes d'Angleterre. Elle appartient elle aussi à une race de gentilshommes, et, servante loyale, elle écrit le *Thou* respectueux et officiel, — elle connaît les manières —,

mais, petite Canadienne, elle accole au *Thou le liest*, qui giffle et qui venge.

La voilà notre race, notre bonne race, notre race pure, notre race combattante pour se garder ce que son histoire a voulu qu'elle fût. C'est là la race des *Récits laurentiens*, et parce qu'ils nous la font aimer davantage, parce qu'ils nous la montrent attachée toujours au sol, à la croix, aux vieilles choses, ces récits-là sont un geste d'action française, qu'il nous fait plaisir de souligner. M. Massicotte y a dessiné le type éternel du Canadien français, et le Fr. Marie-Victorin aussi.

M. H.-B.

EN VEILLANT AVEC LES PETITS DE CHEZ NOUS¹

M. l'abbé Gélinas a fait de ses causeries historiques, publiées dans le *Bien Public* des Trois-Rivières, un joli volume de trois cents pages. Un autre recueil avait précédé : *Au Foyer*, pour les petites de chez nous.² Ce sont des traits de l'histoire du Canada que l'abbé conte tout bonnement, le soir, en famille, en attendant que le sommeil gagne les petits. Il évoque devant eux toute une galerie d'hommes et de femmes illustres, les plus pures gloires de nos trois siècles de passé. A lire ces causeries, j'allais dire ces conversations, on croit entendre et voir le conteur au milieu de son petit monde, interpellant, questionnant, répondant, mêlant à l'histoire une profusion de conseils et de réflexions. Bien des grands, sans doute, se sont laissés prendre à ces récits destinés aux petits de la région trifluvienne. Des personnages peu connus se dégagent et prennent rang parmi les plus illustres : Martine Messier, Normanville, Marguerite, François Hertel, Jean Nicolet, d'autres encore, dont les belles actions peuvent inspirer aux jeunes cet amour du passé de chez nous, cette fierté nationale que l'auteur cherche à leur communiquer. « Mes petits amis, soyez-en fiers, leur dit-il, nous appartenons à une grande race, à une race d'apôtres » (*En veillant*, p. 284). « Parlez souvent de notre belle histoire du Canada, de ces nobles femmes dont le souvenir doit orner votre mémoire, comme les chers portraits de famille ornent le salon de votre maman » (*Au Foyer*, p. 96).

Fournir des lectures canadiennes pour le foyer, rien n'est plus opportun, et les lecteurs de l'*Action française* ne peuvent que se réjouir de

¹ *En veillant avec les petits de chez nous*, causeries historiques par M. l'abbé J.-G. Gélinas, du séminaire des Trois-Rivières. Imprimé au Devoir, Montréal.

² *Au Foyer*, causeries historiques pour les petites de chez nous. Providence Maison Mère, Montréal.

pareilles initiatives. C'est un des moyens les plus efficaces pour procurer ce perfectionnement intellectuel et moral des Canadiens français qu'ils désirent avec tant d'ardeur. En effet, ce qui manque aux nôtres, beaucoup plus que l'enseignement des maîtres, c'est, dans toutes les classes de notre société, la formation par la lecture personnelle. Notre peuple n'est pas assez curieux d'histoire, de géographie, de toutes ces sciences qui ornent l'esprit et complètent l'éducation. Il faut à tout prix inspirer à notre jeunesse le goût de ces lectures saines et bienfaisantes. A la campagne comme à la ville, les enfants devraient prendre à l'école l'habitude de lire d'autres livres que leurs manuels. Actuellement, une foule de jeunes gens bien doués abandonnent toute étude en sortant de l'école et bientôt se distinguent à peine des illettrés. C'est pour eux surtout que la fondation de bibliothèques scolaires et paroissiales devient une nécessité. A la campagne, les élèves avancés devraient apprendre à lire les journaux d'agriculture, les revues agricoles, les publications officielles, les brochures de colonisation. Ces lectures orienteraient leur esprit vers les choses de leur profession et les disposeraient à devenir des cultivateurs progressifs. On habituerait aussi nos jeunes gens à lire autre chose que les faits divers des journaux à images et les scandales de la gazette des tribunaux. La fondation de bibliothèques scolaires, l'initiation des enfants à la lecture sérieuse, auraient sur la formation intellectuelle de notre peuple une influence plus appréciable que les mesures discutables proposées parfois pour la diffusion de l'instruction.

En attendant cette institution nécessaire, il convient de féliciter ceux qui, comme M. l'abbé Gélinas, s'emploient à préparer aux enfants un aliment intellectuel qui leur convient, agréable et substantiel, nourrissant l'esprit tout en réchauffant le cœur. AdélarD DUGRÉ, S. J.

PROPAGANDE! PROPAGANDE!

Propagande! Propagande! C'est le cri que nous ne cesserons d'adresser à nos amis, car la propagande est la condition essentielle du progrès de notre œuvre. Propagande constante, propagande sur tous les terrains. Propagande par l'action quotidienne, par les revendications et les protestations, par la diffusion des tracts et des brochures. Propagande par l'abonnement, propagande par la souscription, propagande par la mise en œuvre méthodique de toutes les bonnes volontés. Le champ est immense.

Ainsi nous lançons, ces jours-ci, tout un essaim de publications diverses : *les Rapailles* et *la Naissance d'une Race*, de M. l'abbé

Groulx, *le Canada apostolique*, de M. Henri Bourassa, *Pour la défense de nos lois françaises*, de M. Antonio Perrault. Nous possédons toute une collection de volumes et de brochures à prix variés : *Paul-Émile Lamarche*; *La Langue, gardienne de la Foi*, de M. Henri Bourassa; *La Race supérieure*, du R. P. Louis Lalande; *la Veillée des berceaux*, de M. Édouard Montpetit; *la Valeur économique du français*, de M. Léon Lorrain; *Pour l'Action française* et *Si Dollard revenait...*, de M. l'abbé Groulx; *la Déportation des Acadiens*, d'Henri d'Arles; *les Choses de chez nous*; *les Refrains de chez nous*. Nous sommes dépositaires des publications de la *Ligue de Ralliement français en Amérique*, nous pouvons procurer à nos lecteurs toutes les œuvres canadiennes et les meilleures œuvres françaises. Quelle magnifique occasion alors de répandre des œuvres saines et de nous aider en même temps ! Que tous ceux qui veulent offrir des prix particulièrement, que tous ceux qui ont leur avis à donner là-dessus songent à nous !

Avec les *Rapailages* nous faisons un vaste essai de diffusion du livre canadien populaire. Nous prions nos amis de nous aider à en assurer l'éclatant succès. Le livre est connu, il sera illustré de douze dessins inédits de Franchère, avec couverture en deux couleurs, il est publié en deux éditions, populaire et de luxe, qui satisferont tous les goûts.

Nous prions nos amis d'employer, pour assurer la diffusion des *Rapailages*, les méthodes qui ont obtenu un si grand succès dans le cas de l'*Almanach*. Il y a là, pour les propagandistes, groupes ou individus, une occasion splendide de répandre de la littérature du terroir. On verra, par les détails donnés à *la Vie de l'Action française*, que les réductions offertes par notre administration sont très avantageuses.

Il ne faut jamais oublier, naturellement, notre revue, qui est le moteur de toute l'œuvre. On commence à la donner en prix, nous avons reçu des abonnements jusque de l'Afrique. Il faut que ce mouvement s'accroisse. Quel est celui de nos lecteurs qui ne pourrait vraiment, s'il y mettait une énergique et bonne volonté, nous procurer à plus ou moins lointaine échéance, un nouvel abonné ? Il y a des exceptions, sans doute, mais elles sont plus que compensées par le nombre de ceux qui pourraient nous amener trois ou quatre recrues nouvelles.

Et puis, il y a le fonds de propagande proprement dit. C'est celui qui a été le plus négligé ces derniers temps. Pourtant il nous permettrait de faire une très utile besogne, d'expédier aux bons endroits des ouvrages de propagande, etc. Qu'on y songe !

Jean BEAUCHEMIN.

LA VIE DE L'ACTION FRANÇAISE

Nos conférences — Notre sixième conférence a eu lieu au Monument National, le 8 mai, sous la présidence d'honneur de M. le Dr Louis de Lotbinière Harwood, doyen de la Faculté de Médecine de l'Université Laval, à Montréal. L'allocution d'ouverture a été prononcée par M. Édouard Montpetit et la conférence proprement dite par M. l'abbé Groulx. Celui-ci, dans une étude très fouillée, a évoqué de la plus prenante façon la vie intime de nos pères. Cette étude sera prochainement publiée. MM. Montpetit et Harwood ont parlé dans les termes les plus élogieux de l'œuvre de l'*Action française*.

Nos publications — Elles se multiplient. Nous donnons, presque en même temps, le *Canada apostolique*, de M. Bourassa, *La Naissance d'une Race* et les *Rapailages*, de M. l'abbé Groulx, qui paraîtront dans les premiers jours de juin, *Pour la défense de nos lois françaises*, de M. Antonio Perrault, qui sera mis en vente le cent, \$70 La série orange (10 sous l'exemplaire, \$1 la douzaine, \$8 le 26 mai le mille, frais de port en plus) vient de s'enrichir de la *Déportation des Acadiens*, d'Henri d'Arles.

Le Canada apostolique, revue des œuvres de missions des communautés franco-canadiennes, se vend 60 sous franco. (A la douzaine, \$6.00; au cent, \$48.00. Frais de port en plus).

Pour nos lois françaises appartient à la série verte (l'exemplaire, 25 sous, 27 sous franco. \$2.00 la douzaine, \$20.00 le cent, \$175.00 le mille, port en plus). *La Naissance d'une Race*, histoire de nos origines, inaugure la série bleue : 75 sous l'exemplaire, 80 sous franco. La douzaine, \$7.50; le cent, \$60.00, frais de port en plus. Pour les *Rapailages*, il y aura deux éditions, toutes deux illustrées : l'édition de luxe (60 sous l'exemplaire, \$6 la douzaine, \$50 le cent, \$225 les cinq cents, port en plus); l'édition populaire (\$2.50 la douzaine, \$20 le cent, \$92.50 les cinq cents, \$175 le mille, port en plus).

J. B.

ARRÉRAGES

Quelques abonnés de 1918 sont encore en retard, de même qu'un certain nombre de ceux de 1919, bien que l'abonnement soit payable d'avance. Nous les prions de vouloir bien régler ces arrérages.

PARTIE DOCUMENTAIRE

LA QUESTION BILINGUE ONTARIENNE

Le Droit, dans son numéro du 22 mai, a publié le texte de la pétition suivante, récemment adressée au gouvernement ontarien et signée, dit-il, par tous les prêtres de la capitale, tant de langue française que de langue anglaise, un excepté, l'Association d'Éducation d'Ontario, la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, nombre d'autres prêtres du diocèse et de citoyens éminents.

AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION, TORONTO

« Honorable Monsieur :— La rumeur nous est parvenue que le gouvernement a l'intention de nommer une nouvelle commission ou un administrateur dans le but de diriger les écoles séparées de la ville d'Ottawa, la dite commission ou administrateur devant remplacer la commission des écoles séparées dans l'administration de ces écoles.

« Nous voulons faire entendre une protestation respectueuse contre cette mesure parce qu'elle enlèverait aux contribuables le droit d'administrer leurs écoles sans savoir de quelle manière est dépensé leur argent, contrairement au principe : « pas d'imposition sans représentation ». Nous croyons fermement qu'une telle atteinte aux droits des contribuables aiderait à renouveler les troubles et la lutte, en même temps qu'elle prolongerait les difficultés sans les régler.

« Nous suggérons donc, respectueusement, que le ministère de l'Éducation applique un autre remède, un remède bien simple qui rencontrera l'assentiment de tous les catholiques de la ville d'Ottawa.

« Il consiste en ceci : que le gouvernement donne l'administration des écoles séparées d'Ottawa à deux comités autonomes sous la juridiction d'une même commission scolaire et, en plus, que le gouvernement légalise cet accord soit en amendant la loi des écoles séparées, soit par tout autre manière qui le rendra stable et permanent.

« Nous espérons sincèrement que cet espoir se réalisera, croyant qu'il est de nature à donner le meilleur gouvernement des écoles, à promouvoir la cause de l'éducation, l'établissement de l'harmonie dans la communauté et le bien public en général. »

MGR RICE ET LES FRANCO-AMÉRICAINS

L'Union, de Woonsocket, R.I., publie, dans sa livraison de mai, le texte d'un projet de loi présenté au Vermont et de la lettre qu'il a provoquée, de la part de Mgr Rice, évêque de Burlington :

S. 84

Reported from the Committee on Education.

AN ACT REQUIRING THE EXCLUSIVE USE OF THE
ENGLISH LANGUAGE IN SCHOOLS

It is hereby enacted by the General Assembly of the State of Vermont :

Section 1. The English language shall be used exclusively in the instruction of children and for the purposes of administration in all public or private schools in the State, but the requirement of such exclusive use shall not be construed as prohibiting the conduct of devotional exercises in a language other than English nor as prohibiting the teaching of a foreign language in accordance with a course of study outlined or approved by the State board of education under the provisions of section 1237 of the General Laws.

Sec. 2. This act shall take effect July first nineteen hundred and nineteen.

* * *

Honorable Ira LaFleur,

State House,

Montpelier, Vt.

Dear Senator LaFleur :—

I am at a loss to know what possible good could follow the passage of Senate Bill-84; practically the only class of people affected by it are the French Canadians.

To outward appearances this Bill S.84 is a patriotic measure but we know fully well that everything labeled patriotic is not necessarily patriotic; S.-84 is a measure dictated neither by education nor patriotism, but by socialism; it denies to a father his essential rights in educating his child and it arrogates to the State the right which the Creator has made inherent in parenthood itself; doubtless you are aware, dear Senator, that many of the educators in the United States have for years been trained directly or indirectly by socialistic German professors, hence, it is not surprising that they should attempt to foist their pernicious doctrines on the community. After having conquered Germany by

force of arms we are now to be conquered by German socialism unless we call a halt on the apostles of German socialism masquerading as American Educators.

S-84 seems to cast a slur on the patriotism of the graduates of the French schools of Vermont, yet can the proponents of this Bill instance any cases in which the graduates of the French schools of Vermont, did not measure up to the loftiest standards of patriotism during this last war?

The French schools of Vermont are and have been a priceless asset to the welfare of our country; day after day as I scanned the casualty lists I noticed the honorable and conspicuous place occupied by graduates of French schools and I have heard army officers say how priceless and indispensable were their services as interpreters in France.

We all know what a dismal failure our English speaking schools have made of the teaching of foreign languages; our State pays annually thousands upon thousands of dollars to teach French in our high schools but without very noticeable results.

Our State seems to recognize by its attempt to teach French that it is a very desirable and useful thing for the State to have a goodly number of its citizens capable of speaking the French language; why then enact a law which will prevent the children of French parents from acquiring a knowledge of French?

The French schools have not cost the State of Vermont one penny and they have been eminently successful in teaching their pupils a knowledge of both French and English, whereas the teaching of French in the high schools of the State has already cost hundreds of thousands of dollars and it has been a decided failure.

The interpreters in the American army, the thousands of telephone operators who volunteered for service, were almost without exception graduates of French schools. The essential qualifications of these interpreters and telephone operators was a perfect speaking knowledge of French and English: now how many of our high school graduates or college graduates could measure up to that requirement? Very, very few! The army was obliged to depend almost entirely and exclusively on the graduates of the schools that Senate Bill-84 is aimed at.

It seems singularly inconsistent to attempt to prevent the teaching of French in the only practicable way in which it can be learned, i.e., by young children in French schools which cost the State nothing and then turn around and waste hundreds of thousands of dollars of tax

payers' money in a futile effort to teach young men and young women the French language.

I am not of French extraction but I have spent many happy years of my life in a close intimacy with the Canadian people; I know them thoroughly, therefore I love and admire them for their sterling qualities and in the name of true Americanism and honest patriotism I raise my voice to protest against this short-sighted and ungrateful treatment of the loyal French Canadians of Vermont.

Yours very respectfully,

Joseph J. RICE,

April 7, 1919.

Bishop of Burlington

Ce projet de loi n'a pas été adopté.

LA RENAISSANCE DE LA LANGUE IRLANDAISE

The Irish Press, de Philadelphie, a publié dans son numéro du 12 avril 1919 (vol. 2, no 4), sous les titres : *Must save Gaelic tongue now, says Pres. De Valera. Is lost forever unless preserved by Present Generation, declares St. Patrick's Statement*, l'article suivant :

St. Patrick's Day celebrations in Ireland have come to be associated principally with the effort to preserve and extend a knowledge of the national language. An interesting event in this connection this year was a message from President De Valera, which was published in the Irish papers. Sooner or later, Mr. De Valera says, Ireland's independence will be assured; "but the language, that must be saved by us, or it is lost forever." The statement reads :

"To save the national language is the especial duty of this generation. The ultimate winning back of our statehood is not in doubt. Sooner or later Ireland will recover the sovereign independence she once enjoyed; should we fail a future generation will succeed — but the language, that must be saved by us or it is lost forever.

"It is fortunate that the more pressing duty is the one easier for us to accomplish. To recover our national independence we must bend the wills of other nations to ours; to restore the language we need the concurrence of no will but our own. Let the men and women, the boys and girls of Ireland today only will it strongly enough and our national language can be made as safe as our nationhood.

"The language is dying. To-morrow it will be too late. Shall we not save it today when we may ?

"Think how President Wilson, when M. Clemenceau greeted him with — I speak American — must have regretted that America has not truly a distinctive language of her own. What would he have felt, what would every young American have felt had some past generation wilfully let such a language die and left them with only a borrowed tongue ?

"Are we, who are ready to make sacrifices that the future generations may be free, going to rob these generations of that they would most fondly cherish — of that they would be proudest of as the very crown of their freedom ? Are we going to doom them to bemoan forever that which they themselves can never by any means restore — their own distinctive, their own traditional—their own beautiful Irish tongue ?"

To this statement the Gaelic league appends the following appeal :

Irishmen and Irishwomen, you are today "a wearin' of the Green." You feel a glow of pride you cannot fully express. Your heart is swelling with love for your country. Your race-pride is stirring. The shamrock gives a visible expression to it. It has sprung from the soil of Ireland. So has the Irish language. Like the shamrock, it is rooted deep in Irish soil. It is interwoven in your lives. It enshrines the proudest traditions of your race. But it languishes. Will you not help it ? Our generation can save it. If we let it die we deprive our children of part of the rich heritage of Ireland. What will they say of us ?

Contributions for the work of preserving the Irish language, if sent through the Irish Press, will be forwarded to the Gaelic League headquarters in Dublin.

The Leader, de Dublin, dans sa livraison du 5 avril 1919 (vol. XXXVIII, no 9), a publié la note suivante :

On Tuesday evening next the Gaelic League opens a forward education campaign at a public meeting in the Mansion House, Dublin, and in due time the country will fall in behind the lead of the capital. Here is the programme for the Primary schools, and Primary schools include all National schools and other schools or part of schools attended by children of the Primary school age : A. In purely Gaelic districts.

1. All school subjects (excepting English and other foreign languages) to be taught through the medium of Irish only.
2. Irish History to

be taught to all pupils. Even the infants ought to be told stories of our Saints and Heroes. 3. Irish Music to be taught in all classes. The words of the old songs ought to be taught as poetry and the music to which they are set ought to be taught in the Music Class. 4. Irish dancing to be permitted as part of the Drill Lesson and teachers to be encouraged to teach it. B.—In Semi-Gaelic districts.—1. Irish to be the official school language i. e., roll-call, orders, prayers, etc., to be in Irish. 2. A Bilingual Programme to be in use. After a few years, however, Irish should predominate over English in the higher classes. 3, 4 and 5.—Same as 2, 3 and 4 above (in A.) 6. Foreign languages—Each foreign language to be taught through the medium of that tongue or through the medium of the language best understood by the children. C.—In purely English-speaking districts.—1. Irish to be the official language, as in B. 2, 3, 4 and 5.— History, Music and Foreign Languages, as above. 6. Irish to be taught for vernacular use to each child for at least one hour per day. 7. In two years 'time it should be feasible to commence teaching Reading, Writing, Grammar, Oral Composition, Kindergarten, etc., in Irish and English on alternate days in the three lower standards, and all school subjects in the other standards. 8. In five years 'time it should be feasible to have a Bilingual Programme in all school subjects except, perhaps, in the case of infants.

An adaptation of the programme is also set out for the Secondary schools; and as regards Universities a spoken knowledge of Irish and knowledge of Irish History is demanded as essential for matriculation.

The time is ripe, indeed overripe, for this campaign on the nation-killing Anglicisation of our schools. The schools want a good shake, and there is no reason to believe that those of them conducted by people with Irish sympathies will not welcome the shake as much as the general Irish public. We fear that the Protestant schools will remain a great obstacle, as they, for the most part, look at the Irish language as dangerous and seditious. The securing of the adoption of the suggested programme by High School, Mountjoy, and Andrews in Dublin, to go no further, will take some doing. No doubt these and similar schools will stand by England for the present, and the development of the programme will be almost exclusively the work of Catholic schools and colleges. If the Catholic schools and colleges Irishise themselves they will in large part regain for the country the power of absorbing strangers and the rest will follow as a matter of natural and national development.